

## **Les socialistes français face à la crise actuelle : une autre politique est possible**

**Pierre Alain Muet**

*Secrétaire national du PS, député et porte parole  
du groupe socialiste sur le budget*

Article publié dans *Recherche socialiste 56-57*, juillet-décembre 2011, p 55  
Revue de l'Office Universitaire de Recherche Socialiste

Faute d'avoir mis en place une véritable régulation financière, un mécanisme de solidarité entre les dettes des Etats de la zone euro et une coordination des politiques digne de ce non pour éviter une course à la déflation, l'Europe s'enfonce aujourd'hui dans une nouvelle récession, répétant après la crise financière de 2008-2009 les mêmes erreurs que les politiques de déflation qui suivirent la crise de 1929. Car cette récession est la conséquence directe des politiques d'austérité généralisées mises en place pour répondre aux attaques spéculatives contre les dettes souveraines, là où la solidarité financière aurait été la réponse pertinente.

Si la crise internationale a sa part dans les difficultés de notre pays, les 3 principaux problèmes économiques de la France, l'explosion de la dette, l'explosion du chômage et la dérive abyssale du déficit extérieur sont très largement les conséquences des politiques des gouvernements de droite qui se sont succédés depuis 10 ans et d'une mauvaise gestion de la crise par un président, Nicolas Sarkozy, qui a conduit une politique à contre courant de celle qu'il aurait fallu mettre en œuvre.

Sur les 140 milliards de déficit des comptes publics de l'année 2010, seuls 40 milliards étaient, selon la cour des comptes, de nature conjoncturelle. Le reste, 100 milliards, représentait un déficit structurel, c'est à dire celui que la France aurait eu si la croissance était restée égale à la croissance potentielle, autrement dit si la crise ne s'était pas produite. Ce déficit structurel est en partie le résultat d'une politique irresponsable accordant des cadeaux fiscaux aux plus fortunés dans les années de croissance qui précédaient la crise, quand il fallait mettre au contraire à profit la croissance pour réduire les déficits.

Il suffit d'ailleurs de comparer notre situation à celle de nos voisins allemands pour réaliser que la crise n'est pas la principale cause des difficultés de notre pays. En 2005, la France et l'Allemagne étaient toutes deux en déficit excessif c'est-à-dire avec un déficit supérieur à 3 % du PIB. Mais, alors que l'Allemagne a profité de la période de croissance qui précédaient la crise pour le ramener à zéro en 2008, la France l'a laissé dériver en abordant la crise en étant en déficit excessif (3,3 % en 2008).

La conséquence est un déficit atteignant 7,5 % du PIB chez nous au plus fort de la crise (2010), alors qu'il n'était que de 3,3 % en Allemagne et est revenu à 2 % en 2011 quand le notre est encore de 5,7 %.

Il en est de même en matière de chômage. Nos deux pays avaient le même taux de chômage à la veille de la crise, à l'été 2008, soit 7,5 %. Aujourd'hui,

l'Allemagne compte moins de 6 % de chômeurs alors qu'en taux de chômage harmonisé, la France tourne autour de 10 %.

Pendant cette période, l'Allemagne a utilisé tous les instruments à sa disposition pour limiter la progression du chômage : recours massif au chômage partiel et réduction du temps de travail. Au plus fort de la crise, les salariés ont pu ainsi rester dans l'entreprise, ce qui a permis à l'Allemagne, lorsque la croissance a repris, de redémarrer fortement en 2010. La France a maintenu au contraire cette politique absurde de subvention aux heures supplémentaires dans une situation de chômage dont le seul impact aura été la destruction d'emploi avec un bilan nul en terme de pouvoir d'achat : les gains de revenus des salariés faisant des heures supplémentaires étant compensés par les pertes de revenus de ceux qui se retrouvent au chômage.

La France connaît aujourd'hui un déficit extérieur sans précédent - 75 milliards d'euros alors qu'elle enregistrait entre 1995 et 2002 des excédents compris entre 20 et 30 milliards d'euros. Si l'Allemagne a 150 milliards d'excédents et la France 75 milliards de déficit, ce n'est pas en raison du niveau des salaires - ils sont identiques dans les deux pays -, ni du temps de travail - les allemands travaillent en moyenne 35,5 heures par semaine quand les français travaillent 38 heures - mais d'une politique industrielle qui n'a jamais faiblit. L'absence de politique industrielle depuis 10 ans laisse béantes les deux grandes faiblesses de notre industrie. Tout d'abord l'écart trop important entre les grandes entreprises, parfaitement insérées dans la mondialisation, et la masse des petites et moyennes entreprises, peu présentes sur les marchés extérieurs. Ensuite une gamme de produits trop peu sophistiquée, ne reposant pas suffisamment sur l'innovation, ce qui rend les exportateurs français, plus que d'autres, vulnérables aux variations de prix, donc du cours de l'euro ou de l'évolution des coûts salariaux.

Bref ce n'est pas par une politique de bas salaires que la France développera son industrie mais par une politique de financement de l'investissement et de l'innovation en relation avec les pôles de compétitivité des régions pour permettre aux PME de s'insérer pleinement au côté des grands groupes dans la mondialisation. En un mot le formidable déficit de compétitivité français est d'abord un déficit de stratégie industrielle.

Face à ces 3 défis la politique économique du gouvernement est inefficace et illisible. Aucun diagnostic de la situation conjoncturelle, aucune mesure structurelle ni sur l'investissement ni sur l'emploi. Mais une succession de plans de rigueur annoncés alors même que le parlement débat encore du précédent. Au-delà d'une méthode peu respectueuse du rôle du Parlement c'est l'incohérence d'une politique économique au fil de l'eau qui éclate au grand jour. Ces plans de rigueur successifs font de la politique budgétaire de la France un bateau ivre dont n'émerge qu'une seule ligne directrice : une austérité aveugle et massive.

Austérité aveugle du côté des dépenses. Aux coupes dans tous les budgets s'ajoute avec le nouveau plan de rigueur de décembre la réduction du pouvoir

d'achat des allocations familiales et des aides au logement et l'augmentation du délai de carence dans le secteur public.

Austérité aveugle du coté des recettes : au lieu de supprimer des niches injustes et inefficaces le gouvernement accumule les nouveaux prélèvements dans le budget (hausse de CSG, Taxe sur les mutuelles, taxe sur les produits sucrés) et augmente la TVA et l'impôt sur le revenu en n'indexant pas le barème sur l'inflation dans le plan de rigueur. Autant de mesures qui vont peser sur tous les français et notamment les plus modestes. Au total, et contrairement au discours gouvernemental la hausse des impôts représente plus de 60 % des mesures d'austérité cumulées comme le souligne le rapporteur général du budget.

**Cette politique, qui aggrave l'emploi, le pouvoir d'achat et la croissance pour tenter de réduire le déficit, est une impasse.** Il faut, bien sûr, réduire les déficits, et l'objectif de ramener le déficit des finances publiques à 3 % du PIB en 2013 est nécessaire pour deux raisons. La première est qu'il s'agit d'un engagement de la France. La seconde tient, dans la situation que nous allons connaître en 2012 – c'est-à-dire une dette égale à 86 % du PIB et une croissance très faible, au fait que le seuil de déficit qui arrête l'explosion de la dette est également proche de 3 %.

Mais on ne réduit pas les déficits par une politique d'austérité. On les réduit par une politique macroéconomique complète qui s'attaque simultanément à tous les déficits : le déficit des finances publiques, mais aussi le déficit d'emploi et le déficit de compétitivité. Si on contente d'une politique d'austérité en coupant dans les dépenses ou en inventant de nouveaux impôts comme le fait le gouvernement, le seul résultat est d'aggraver la récession en cassant un peu plus la croissance ce qui rendra encore plus difficile la réduction des déficits.

L'emploi, la justice fiscale, le soutien à la croissance, voilà ce qui manque cruellement dans le Budget comme dans le 2ème plan de rigueur du gouvernement. Ces plans successifs prétendent répondre à l'inquiétude des marchés, ils ne font qu'aggraver l'inquiétude des Français et la défiance des marchés.

La politique économique pertinente consiste au contraire à s'attaquer simultanément aux 3 déficits dont souffre notre pays : le déficit des finances publiques, mais aussi le déficit d'emploi et le déficit de compétitivité. Pour cela, trois ensembles de mesures sont nécessaires.

Il faut d'abord mettre fin à ce dispositif absurde de subvention des heures supplémentaires, qui coûte 4,5 milliards. En le supprimant, on peut facilement redéployer la somme correspondante pour financer, par exemple, 300 000 emplois-jeunes pour un coût de 3 milliards d'euros. Au total, on crée des emplois, on augmente le revenu des ménages, tout en restaurant la confiance et en relançant la croissance.

Le deuxième ensemble de mesures concerne la fiscalité. Il est possible de supprimer immédiatement de nombreuses niches fiscales injustes et inefficaces en suivant les propositions du Conseil des prélèvements obligatoires. Le groupe

socialiste à l'Assemblée puis la majorité de gauche du Sénat ont proposé dans le débat budgétaire la suppression immédiate de 15 milliards d'euros de niches inefficaces, que le gouvernement a refusé.

Il faut aussi rétablir la justice fiscale. La taxe sur les hauts revenus, qui rapportera environ 400 millions d'euros, est dérisoire au regard du cadeau de 1,8 milliard d'euros que représente la quasi suppression de l'ISF votée en juin. Que pèsent en outre ces 3 ou 4 % de prélèvements supplémentaires sur les hauts revenus quand on sait que la combinaison des niches fiscales et des prélèvements libératoires sur les revenus du capital conduit à ce paradoxe que les détenteurs des dix plus hauts revenus paient moins de 20 % de leurs revenus en impôts ?

Nous avons besoin d'une réforme fiscale majeure. Elle doit être simple et taxer les revenus du capital de la même façon que les revenus du travail. Aujourd'hui, ils échappent à l'impôt progressif en raison des niches fiscales et des prélèvements libératoires sur les revenus du capital.

Il faut enfin agir sur la croissance potentielle de l'économie pour relancer durablement la croissance, en mettant en place une réforme fiscale qui favorisera les profits réinvestis plutôt que les profits distribués. Il faudra aussi retrouver le volontarisme industriel que notre pays a oublié depuis dix ans.

Si nous n'agissons pas simultanément sur l'emploi, l'innovation et la compétitivité en parallèle au redressement des comptes publics, la France continuera malheureusement à voir se dégrader tous ses déficits, comme c'est le cas aujourd'hui.

**En matière européenne et internationale, comme dans beaucoup d'autres domaines, Nicolas Sarkozy aura tout promis, rien tenu et rien obtenu :** ni la « fin des paradis fiscaux », ni la régulation financière, ni les eurobonds, ni la taxation des transactions financières. Et pour tenter de faire oublier un bilan calamiteux il inventera un traité européen sur une règle d'or budgétaire qui ne règle rien.

« Les paradis fiscaux, le secret bancaire c'est fini » annonçait triomphalement Nicolas Sarkozy en septembre 2009, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU à New York. Certes les listes noires et grises de pays non coopératifs se sont vidées par la multiplication des accords d'échange d'information entre ... paradis fiscaux ! Mais rien n'a fondamentalement changé dans ce domaine. La ministre du budget Valérie Pécresse reconnaissait en novembre 2011 que sur les 230 demandes d'information envoyées depuis le début de l'année à 18 paradis fiscaux, la France n'avait obtenue que 30 % de réponses avec en outre des informations de très faible qualité. Le gouvernement français n'a d'ailleurs pris aucune initiative pour réguler la présence des multinationales et des banques françaises dans ces paradis fiscaux.

Il en est de même en matière de solidarité financière européenne. En abandonnant les eurobonds, Nicolas Sarkozy s'est tout simplement aligné sur les positions d'Angela Merkel, alors que la création d'eurobonds proposé par le parti socialiste français et les partis socialistes et socio-démocrates européens dès le début de la crise était la solution pertinente pour enrayer la spéculation sur les dettes souveraines. La crise de l'Euro est d'abord une crise de la

solidarité européenne avant d'être une crise de l'endettement public. La zone euro est en effet moins endettée que les Etats-Unis et le Japon et une mutualisation des dettes aurait dès le début empêché le développement de crises spéculatives. Et contrairement à la France et l'Allemagne qui ont connu des dettes ou des déficits excessifs, l'Irlande et l'Espagne respectaient le pacte de stabilité avant la crise avec une dette modérée et des excédents budgétaires. La crise de la zone euro résulte au moins autant de la dérive de l'endettement privé que de l'endettement public. A l'erreur sur le diagnostic le couple Sarkozy-Merkel ajoute l'erreur sur le remède : la purge budgétaire que s'impose la zone euro l'enfonce un peu plus dans la crise comme le montre la situation Grecque : avec 4 années de récession, la dette grecque a doublé depuis 2007.

Sans un changement profond dans l'orientation des politiques économiques et dans la régulation financière, l'Europe a peut de chance de trouver une issue à la crise actuelle. Il est temps pourtant que les banques fassent leur métier de banquier qui n'est pas de spéculer sur marchés mais de gérer les dépôts et de prêter aux entreprises et aux ménages en conservant l'essentiel de ces crédits dans leurs comptes. Parce que gérer des dépôts et des crédits est en quelque sorte une mission de service public, il est temps que ce qu'un changement comparable à celui qu'inspira Roosevelt après la crise de 1929 avec le Glass Steagle Act trouve sa place dans la crise actuelle. La séparation des activités de détail et d'investissement des banques est l'une des conditions d'une nouvelle régulation financière. Mais sensible au lobby des grandes banques françaises, rien n'a été fait par Nicolas Sarkozy dans ce domaine.

Enfin la taxation des transactions financière est restée un discours sans traduction concrète. En Juin 2011, le PS et le SPD ont déposé le même jour au Bundestag et à l'Assemblée nationale une résolution demandant aux gouvernements Français et Allemands de proposer à l'échelle de l'Europe, de la zone euro ou a défaut d'une coopération renforcée autour de la France et l'Allemagne, une taxe de 0,05 % sur l'ensemble des transactions financières. Votée à l'unanimité à Paris, elle est restée lettre morte, et elle n'a pas plus avancée à Berlin où elle a été renvoyée en commission. Une nouvelle initiative appuyée par d'autres partis socialiste et socio-démocrates européens a été relancée lors de la dernière convention du PSE, fin 2011. L'instauration d'une telle taxe serait pourtant le premier signe d'une vraie réponse de l'Europe à une crise née de 3 décennies de mondialisation libérale.